

JULIEN MUGUET /HANS LUCAS

Loi Travail

Suivre

Tribune

Les frondeurs accélèrent la décomposition du PS

Par Gérard Grunberg, Politologue et animateur du site Telos

Le pari que fait la gauche du Parti socialiste risque de faire sortir cette formation du pouvoir d'abord, de l'histoire ensuite, comme naguère le Parti communiste, estime le politologue Gérard Grunberg.

En obligeant à nouveau le gouvernement à utiliser l'article 49 alinéa 3, cette fois-ci pour faire adopter le projet de loi sur le travail, et en envisageant, du coup, de déposer une motion de censure, les « frondeurs » confirment que le pouvoir socialiste est leur principal adversaire. Alors que ce projet de loi avait déjà été vidé d'une grande partie de son contenu, qu'un compromis avait finalement été trouvé avec les syndicats réformistes et que la grande majorité des députés socialistes était prêts à le voter, les frondeurs, après avoir exigé au départ une réécriture complète du projet, ont largement participé à la politique d'obstruction parlementaire en rédigeant 1 400 des 5 000 amendements déposés par la gauche, tout en accusant le gouvernement de refuser la discussion.

Leur véritable objectif étant d'infliger à celui-ci une défaite en rase campagne, ils ne lui ont laissé d'autre choix que de clore un faux débat parlementaire en utilisant l'arme du 49-3. Cet acharnement des frondeurs contre leur propre parti est si dommageable pour ce dernier que l'on ne peut manquer de s'interroger sur leurs véritables intentions. Il faut d'abord repousser l'idée selon laquelle il s'agirait d'abord pour eux d'imposer un projet politique alternatif à la politique suivie, puisque jusqu'ici aucun projet de ce type n'a été proposé, leur attitude étant essentiellement contestataire. Deux autres hypothèses peuvent alors être avancées.

Une recomposition après 2017 ?

La première est l'existence d'un projet de recomposition partisane de la gauche après la défaite probable de 2017. Un tel projet ferait une croix sur le Parti socialiste tel qu'il est aujourd'hui pour n'en sauver que la partie authentiquement antilibérale, préalable à la création d'une nouvelle formation qui pourrait réunir l'ensemble de la gauche antilibérale : communistes, Verts, mélenchonistes et frondeurs socialistes. Une sorte de Podemos à la française. Cette hypothèse manque cependant de crédibilité. En effet, les partenaires potentiels pour mener une telle opération ne sont pas demandeurs et de toute manière, les socialistes qui seraient partie prenante d'une telle opération ne seraient jamais assez antilibéraux pour y exercer une influence dominante.

Une seconde hypothèse paraît alors plus crédible. Les frondeurs se positionneraient pour la bataille du prochain congrès du parti. Il leur faudrait, pour s'emparer de sa direction au lendemain des élections, avoir été les seuls opposants résolus à la politique « libérale » menée par le pouvoir socialiste et responsable, selon eux, de son échec. Il s'agirait de prôner le retour à une ligne politique « authentiquement » de gauche, exigeant la marginalisation de Manuel Valls, accusé d'être le principal inspirateur de la politique menée, et le départ de Jean-Christophe Cambadélis de la direction du Parti en raison de son soutien à François Hollande à l'élection présidentielle.

Un tel scénario, où le parti, après une défaite électorale, renie la politique menée au pouvoir en fustigeant la trahison des principes et en appelant à leur rétablissement, s'est rejoué souvent depuis 1981. Mais cette fois-ci, il pourrait avoir pour le socialisme français des conséquences plus graves que par le passé. Pour deux raisons. La première est que, contrairement aux cycles antérieurs, les socialistes ont fait au cours de ce quinquennat la démonstration qu'ils ne pouvaient pas gouverner puisque la principale opposition au pouvoir est venue de leur propre parti. Jusqu'ici, celui-ci était demeuré à peu près uni, sur une ligne de gauche quand il était dans l'opposition et sur une ligne de compromis avec le libéralisme économique quand il était au gouvernement.

Perte de la culture de gouvernement

Cette fois, les deux lignes se sont télescopées au pouvoir, le gouvernement n'ayant plus de majorité politique claire à l'Assemblée nationale. Il en est ressorti aux yeux de l'opinion que le Parti socialiste n'est plus en état de constituer un parti de gouvernement. Qu'il a perdu la crédibilité que François Mitterrand avait réussi à lui redonner après Epinay [congrès d'unification des socialistes, en 1971]. Seconde conséquence : en favorisant par leur action les adversaires de gauche du Parti socialiste – partis et syndicats –, les frondeurs ont ouvert la voie à un rééquilibrage politique et électoral en faveur de ces derniers et, donc, à la perte du leadership socialiste sur la gauche, pourtant indispensable pour obtenir une victoire électorale. C'est donc le mouvement régulier d'alternance au pouvoir entre la gauche et la droite, à l'œuvre depuis 1981, qui pourrait être interrompu pour longtemps avec pour conséquence grave la perte de la culture de gouvernement du Parti socialiste.

Pourquoi les frondeurs contribuent-ils à ce point à l'affaiblissement de leur parti ? La seule réponse qui vient à l'esprit est que, tout compte fait, ils préfèrent, dans une période de vaches maigres, voir leur parti dans l'opposition, pur de toute compromission avec l'économie libérale, qu'au pouvoir, amené à subir les contraintes de la mondialisation, à se conformer aux principes de l'économie de marché et à honorer ses engagements à l'égard de ses partenaires de l'Union européenne. Autant laisser faire ce travail par la droite, ce qui permettra à la gauche de remplir pleinement sa fonction tribunitienne, quitte à voter pour cette droite au second tour de l'élection présidentielle si elle affronte le Front national.

Plutôt que de forger au pouvoir de difficiles compromis avec les syndicats réformistes, mieux vaut défiler dans l'opposition avec les syndicats «

révolutionnaires ». C'est plus facile politiquement et cela permet d'échapper moralement au long remords du pouvoir. Le danger cependant est que ce choix stratégique, s'il l'emporte, accélère le processus de décomposition du Parti socialiste, avec notamment le départ des réformistes. Loin de conserver une force électorale conséquente, voire de l'augmenter, le Parti socialiste risquerait fort, alors, de suivre le chemin parcouru avant lui par le Parti communiste avec le même résultat et de sortir ainsi de l'histoire.

Par Gérard Grunberg, politologue, animateur du site Telos.